

ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS N°105 /// MARS AVRIL 2008 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086



_ PAUVRE CON TOI-MÊME _ NON A L'UNITÉ, OUI A LA SOLIDARITÉ _ REVOLTE DANS LES CENTRES DE RETENTION _ COULOMMIERS : VILLE MORTE, VILLE RESISTANTE... _ BLES- SÉ AVANT D'AVOIR ÉTÉ TOUCHÉ _ IL N'Y A PAS QUE LES CLOUS QUI SOIENT TORDUS _ LA FNSEA SERAIT-ELLE SOLUBLE DANS LA DISCUSSION ? _ GREVE HISTORIQUE DANS LA GRANDE DISTRIBUTION _ LICENCIEMENTS A L'ABC, J'Y TIENS PAS _ OÙ ON REPARLE DES MAISONS DE RETRAITE _ LE GRAND BAZAR _ COUP DE FOURCHETTE AU COLLÈGE _ FORMER DES GROUPES, POUR QUOI FAIRE ? _ CASP _ LE PRIX DE LA TRAHISON...

C.N.T - A.I.T

RESISTANCE POPULAIRE

ABONNEMENT

Un an :
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à l'ordre de :

CDES
CCP 3 087 21 H
Toulouse

Tout contact avec le journal :

CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des informations en ligne sur le site de Toulouse : <http://cnt-ait-toulouse.fr>

sur celui de Paris-N^d : <http://cnt-ait.info>

et sur celui de Caen (avec un forum) <http://cnt.ait.caen.free.fr/>

Secrétariat régional
Midi-Pyrénées

CNT-AIT,
BP 158 82001
Montauban Cédex

Autres adresses :
Secrétariat de l'AIT
AIT, ASI-MUR CLS,
Postanski pretinac 6,
11077 Beograd, Serbie

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

PAUVRE CON TOI-MEME

Le style, c'est l'homme. Et question style, cet homme, c'est un festival. Le voici. Il est en vacances. En Amérique, of course. Hop, il saute dans le bateau d'un journaliste. C'est pour lui arracher son appareil photo car, la vie privée, n'est-ce pas, c'est sacré. Tiens, le revoilà, c'est bien le même type. Il est chez Mickey, en week-end. Il fait quoi ? Il prend la pose. Des photographes partout. Et, entre ses bras, sa nouvelle conquête. Ça, c'est pas de la vie privée. C'est de l'info. Qu'il dit.

Toujours lui. Il fait la leçon dans une école. Sur la politesse. On ne transige pas avec. Jamais, en aucune circonstance. Compris, les enfants ? Le lendemain il apostrophe un ouvrier. Le surlendemain, il insulte un paysan, "pauvre con", ce sont ses propres mots. Enfin, "propres", si on peut dire. En tout cas, c'est comme ça qu'il cause.

Question pognon, c'est pire. On allait avoir le "président du pouvoir d'achat". Tu parles. Depuis son élection, il a fait une grande découverte : les caisses de l'Etat sont vides. Plus un clou. Désolé. "Je peux rien pour vous". Pour nous non, pour lui oui. Plus 172 % d'un coup.

Ce style, c'est pas son style, c'est leur style, leur seul, leur vrai. Le député GAUDRON pond une loi - saignante - contre les "tricheurs" aux Assedic. Il touche des allocations chômage. En plus de son salaire, de son gros salaire. Et les millionnaires. Ils ont bien pleuré. Faute de "bouclier fiscal", ils ne pouvaient plus conserver leur fortune en France. Obligé. Le bouclier fiscal est là, mais leurs capitaux sont ailleurs. Une banque du Liechtenstein organisait pour eux l'escroquerie fiscale. Et c'est par centaine qu'ils viennent d'y être découverts.

Des comme ça, c'est tous les jours.

Bon. Il y a quand même quelque chose qui me plaît bien, dans ce style. C'est juste deux mots. Il faudrait les lui dire, les leur dire, ces deux petits mots : "Casse-toi". Oui, c'est ça, "Cassez-vous". Tous !

Elle avait le regard fatigué par des dizaines d'années passées dans ce prisunic au service de l'économie. Une économie qui lui a pris ses jours de travail et ses nuits d'inquiétude, elle a fait garder ses enfants, mis ses parents en maison de retraite. Elle n'a pas vu grandir les uns et n'a pas vu partir les autres.

Aujourd'hui, ce dernier vendredi de janvier, il y a une flamme dans son regard. A 17 h elle et ses collègues se sont entendues. A l'heure où le magasin fait le chiffre, à l'heure où l'économie rejette des hordes d'individus hors de leurs bureaux et qu'elle les propulse vers les illusions de la con-sommation, à l'heure où l'économie fait coup double, elles arrêteront les caisses.

Non, finalement cette décision ne lui a pas beaucoup coûté, ni à ses copines, cela les a étonnées. Il y a quelques mois encore, elles en étaient à choisir un président qui serait juste, elles se sont même disputées entre elles, l'une était pour l'une et l'autre pour l'autre, mais aucune était ensemble. Elles n'étaient pas ensemble non plus quand leur directeur leur décomptait du salaire le temps de la pause-pipi.

Aujourd'hui à 17h, elles seront ensemble pour résister vaille que vaille. Quand elle m'a chuchoté tout cela, à moi, le vieux client, entre deux paquets, j'ai vu la vie différemment.

Robert

NON A L'UNITÉ OUI A LA SOLIDARITE

Face à la violence du capitalisme, devant la répression tous azimuts organisée par le pouvoir, mais aussi pour soutenir des luttes qui seront inéluctablement de plus en plus dures et qui connaîtront tous les moments difficiles que l'on peut imaginer, la "question de l'unité" va se trouver posée, y compris dans nos propres rangs. Or, la soulever dans ces termes, c'est évidemment orienter la réponse, c'est l'enfermer dans une fausse évidence.

Une opposition possible et raisonnable.

Déjà, sous la bannière de l'anti-sarkozysme, commencent à paraître des appels à l'unité. Même ceux qui sont issus d'un syndicalisme qui se voudrait apolitique ont un goût de déjà vu politicien et, en cela, ces textes sont les précurseurs des manoeuvres à venir. Ainsi, dans l'appel du Comité national de "Solidaires" en date du 7 février 2008 (que nous reproduisons en annexe, au verso) peut-on lire qu'"Il s'agit de construire au niveau national un mouvement d'ampleur contre la politique de Sarkozy et Fillon".

Elaborées par des états-majors proches de l'opposition politicienne, ces déclarations, malgré leur dureté de ton, sonnent comme une invitation à rejoindre une opposition possible et raisonnable. En suggérant, comme une autre fausse évidence, que d'abord et avant tout il faut en finir avec ce gouvernement et qu'ensuite et ensuite seulement on verra bien, ils participent finalement à la mystification générale qui depuis 2002 nous a conduit là où nous en sommes.

Historiquement d'ailleurs, ce genre de discours a toujours été la voie royale de processus qui, constitués en réaction à une situation, font rentrer dans un moule toutes les volontés de contestation.

"Vous faites le jeu du pouvoir"

Refuser de s'inscrire dans un manichéisme aussi simplet, refuser de se situer uniquement "pour" ou "contre" Sarko, refuser ce "tous ensemble" présenté comme "la" solution, c'est s'exposer à un rejet violent : "Vous faites le jeu du pouvoir", nous crache-t-on déjà à la figure. Vraiment ? Voyons ça de plus près.

Tout d'abord, Sarkozy n'est pas "le pouvoir", tout le pouvoir ; c'est simplement le quidam qui, en ce moment, dans un petit pays du monde, est l'incarnation du pouvoir politique. Que son agitation soit franchement nuisible et exécrationnable, point de doute. Mais que le véritable pouvoir soit ailleurs, point de doute non plus. Au fond, et tout le monde le sait, il est entre les mains de ceux qui détiennent, ici et ailleurs, le capital. Il est prêt à remplacer un petit président par un autre, plus respectable ou plus bouffon, selon ses intérêts.

Le prétexte éculé d'urgence

Deuxièmement, si nous revenons au débat, la discussion, et bien sûr aussi la critique dans toute sa force, sa permanence et sa vivacité, ce qu'on nous oppose ici est d'un tout autre ordre et a un tout autre sens. Ce rejet injurieux de la différence est l'indice que ces appels à l'unité ne s'inscrivent pas seulement dans une perspec-

tive d'action unitaire mais bien dans une pensée unique. Il est l'aveu que toute divergence est conçue comme dangereuse. Or, faut-il rappeler qu'une communauté humaine qui ne tolère aucune différence, ça s'appelle une société autoritaire, quand ce n'est pas purement et simplement une dictature ? Faut-il rappeler que "demain" se prépare "aujourd'hui" ? Aussi, plutôt que de participer, sous le prétexte éculé "d'urgence", au énième replâtrage de la société actuelle, nous préférons quant à nous poser les prémices de l'humanité libre à laquelle nous aspirons.

Un peu de bio-diversité sociale

Les périodes de tension comme celles que nous vivons sont porteuses de conflits dans les lieux de production, elles sont propices à un renouvellement des formes de lutte et, avec elles, des modes de pensée. Elles ouvrent potentiellement sur un réveil de "l'utopie" dans la classe exploitée, sur l'émergence de nouvelles perspectives.

Cette bio-diversité sociale émergente, les cartels institutionnels qui appellent à l'unité n'aspirent qu'à la stériliser. Ils ne perdent pas de vue que leur véritable fonction sera de ramener tout le monde au bercail de la routine capitaliste une fois les escarmouches finies. Car au fond, ce que les dirigeants de la pensée unitaire craignent sûrement plus que Sarkozy, c'est une révolution.

Or, face à l'oppression générale que nous vivons, tous ceux qui ont besoin de solidarité sont ou peuvent devenir des révolutionnaires, tous ceux qui sont solidaires des victimes de ce système, sont ou peuvent devenir des révolutionnaires. C'est pourquoi si l'unité participe de l'intégration au système, la solidarité appartient au processus révolutionnaire. Elle est en fait la véritable condition

d'une démarche collective, un acte basique de l'existence que tout le monde peut pratiquer à son niveau et qui respecte l'autonomie de pensée et d'action de chacun, individu ou entité collective. Elle dépasse les organisations politiques et syndicales, c'est pourquoi celles-ci veulent toujours la scléroser dans des termes d'unité et de frontisme.

En conséquence, nous appelons, en ce qui nous concerne, non à l'unité mais à la solidarité. Nous appelons chacun à garder son autonomie de pensée, d'expression et d'action. Nous appelons à la solidarité avec ceux qui subissent la répression que nous partageons ou pas leur point de vue, que nous pensions ou pas que leur tactique est erronée. Qu'ils soient militants syndicaux passant à l'action directe, qu'ils soient citoyens pris en flagrant délit de protection d'enfants, qu'ils soient présentés par les médias de la mouvance anarcho-autonome comme "détenteurs de fumigènes", ils sont tous, à leur façon, des résistants. Résistants à l'esclavage salarié, résistants aux rafles, résistants à la résignation. En tant que tels, ils ont notre sympathie, c'est certain. Mais ce n'est pas pour autant que nous scellerons des alliances politiques, citoyennes ou syndicales avec leurs mouvements respectifs, ou que nous nous priverons de tirer des bilans critiques de telle ou telle position idéologique ou stratégie. Et cela parce que, bien au-delà de la problématique de la répression, ce qui est posé, de façon concrète, c'est la nécessité d'un autre futur.

XYZ



DOCUMENT ANNEXE

Le texte que nous reproduisons in-extenso ci-dessous est typique des appels qui commencent à fleurir à l'extrême gauche. Aux révolutionnaires de ne pas se laisser piéger par la forme. Car la stratégie qui sous-tend les appels de ce genre est celle de l'entonnoir : une entrée large, destinée à capter tous les mécontents, les révoltés, y compris les révolutionnaires (c'est à eux que sont destinés des propos vigoureux et la sémantique libertoïde), une sortie étroite, en goulet d'étranglement destinée à déboucher sur l'unité avec la "gauche" parlementaire. Loin de préparer le retour aux affaires du PS, du PC et de leurs nouveaux alliés (type LCR), nous devons agir pour l'annihilation du capital et de l'Etat.

"L'Union syndicale "Solidaires" lance un appel à toutes celles et tous ceux qui veulent agir et réagir ensemble, à se regrouper, dans le respect de nos différences, pour travailler à la construction de cette riposte globale. La tâche sera rude mais aujourd'hui c'est la seule voie possible pour gagner demain. Face aux attaques menées par le gouvernement Fillon, sous la houlette de Sarkozy, contre les salarié-e-s et les travailleurs/euses de ce pays, et parce que ces attaques sont générales (salaires, retraites, protection sociale, droit du travail, contrat et licenciement, etc), l'Union syndicale Solidaires considère qu'il est nécessaire de préparer l'organisation d'une riposte générale. Celle-ci ne se construira que sur la base d'une dynamique offensive de propositions d'actions allant dans ce sens. Il faut maintenant aller au-delà des journées de mobilisations sectorielles de 24 heures. Pour mettre en échec les politiques libérales du gouvernement et du patronat, il y a nécessité de rassembler toutes les couches sociales concernées, non seulement les salarié-e-s du public et du privé, mais aussi les jeunes, les retraité-e-s, les chômeurs/euses... Pour y parvenir, l'Union syndicale Solidaires s'adresse à toutes les forces syndicales, associatives et militantes, en vue de se regrouper, dans le respect de nos différences, afin d'oeuvrer à la préparation de cette riposte globale. A tous les niveaux, national, départemental, dans les entreprises... il nous faut regrouper tous ceux et toutes celles qui partent de ce constat : "On ne peut se contenter de riposter coup après coup, projet après projet, il faut agir et réagir ensemble". Dans ce travail de construction d'un regroupement des forces prêtes à travailler ensemble pour parvenir à cette riposte globale, nous mettons au débat la construction d'actions capables de créer une dynamique offensive, notamment en préparant une grande manifestation nationale à Paris, en apparaissant dans de multiples initiatives - en particulier dans les cortèges du 1er Mai, et en favorisant toutes les rencontres possibles de discussion sur l'élaboration d'une plate-forme revendicative commune. En lançant cet appel, nous avons clairement conscience des enjeux, des difficultés à dépasser les divisions syndicales et les découragements possibles. Mais c'est la seule voie possible pour gagner. Aucune action ne devra être écartée à priori, y compris la grève générale dont le but est clair : stopper la production de ce pays pour mettre le gouvernement et le patronat à genoux, l'asphyxier là même où il tire ses profits... de notre travail ! En y associant toutes les couches de la population par les manifestations et le blocage de l'activité. Il s'agit de construire au niveau national un mouvement d'ampleur contre la politique de Sarkozy et Fillon."

Appel issu du Comité national de Solidaires du 7 février 2008

REVOLTE DANS LES CENTRES DE RETENTION

Dans ce qu'il appelle les Centres de rétention administrative, et qui sont en fait des prisons, le pouvoir entasse des vieillards, femmes, hommes et enfants pour les expulser. Leur crime : ne pas avoir de papier. Fin décembre, des mouvements de protestation sont venus enrayer le bon fonctionnement de cette machine à broyer des vies.

20 DECEMBRE 2007

Des Sans-papiers, détenus au centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) entament un mouvement de protestation.

27 DECEMBRE 2007

Certains commencent une grève de la faim : "Nous refusons d'être traités comme des sous-hommes et appelons l'ensemble des gens qui pensent encore que nous sommes des êtres humains à dire Stop à cette politique raciste".

NUIT DU 28 AU 29 DECEMBRE 2007

150 CRS font irruption dans le centre de Vincennes pour forcer manu militari les détenus à rejoindre leurs chambres.

29 DECEMBRE 2007

Le mouvement s'étend dans les deux centres de Vincennes. Les CRS entrent à nouveau pour mater la révolte. Des prisonniers sont mis en isolement. Mais les grévistes continuent d'exprimer leur détermination à ne pas céder. Ce n'est pas une "amélioration des conditions de rétention" qu'ils veulent, mais bien la fermeture des centres eux-mêmes, car ceux-ci ne peuvent pas être humanisés.

30 DECEMBRE 2007

Témoignage au CRA de Vincennes : "Il y a à peu près un mois, un sans papier s'est évadé. Depuis les policiers sont particulièrement énervés et virulents envers les retenus. Ils font des fouilles à n'importe quelle heure de la nuit, ils font entre 8 à 10 rondes par 24 heures (au lieu de 3 habituellement), ils nous comptent tous les soirs pour vérifier qu'aucun Sans-papier ne s'est enfui. Avant hier, les retenus n'ont

pas accepté de se faire comptabiliser comme du bétail et ont refusé de remonter dans leur chambre. Hier soir, routine. Les policiers accusent un homme en train de fumer d'avoir fait entrer un briquet en rétention. Ils le menottent pour l'emmener en isolement. Les autres sans papiers jugent cet acte injustifié

CORNEBARRIEU : MANIF POUR LA LIBERTE

Samedi 19 janvier, j'étais présente devant le centre de rétention de Toulouse Cornebarrieu. Il y avait un appel à se rassembler devant ce lieu en solidarité avec les personnes "retenues". Retenues ? En fait, nous étions devant une prison et des gens qui y sont enfermés. Dedans, il y avait même des enfants. Ils pleuraient et criaient "Libérez-nous ! Faites-nous sortir d'ici". Ils avaient 11 et 13 ans. C'était horrible, et nous ne pouvions rien faire car ce camp est entouré de barbelés et gardé par des hommes d'armes en uniforme. Cette situation a été pour nous tous un véritable cauchemar qui nous a rappelé les heures les plus sombres de notre histoire.

Alexia

et interpellent à leur tour les policiers. Mouvement de masse, violences policières, au final, il y a trois blessés légers parmi les retenus." Les CRS sont revenus en renfort et sont restés jusqu'à 4 heures du matin.

3 JANVIER 2008

Une manifestation rassemble 200 personnes devant le centre de rétention de Vincennes. La mobilisation prend de l'ampleur. Tous les jours des rassemblements ont lieu

devant le centre.

05 janvier. Mille personnes manifestent devant le Centre de Vincennes. Les flics chargent et matraquent. A l'intérieur, ils "négocient" l'arrêt du mouvement contre une prochaine libération...

9 JANVIER 2008

A 19 heures, ne voyant aucune libération, les détenus refusent d'être comptés et de descendre au réfectoire.

13 JANVIER 2008

Un détenu témoigne : "Tous les matins on nous fouille. Ce midi, on nous a servi des haricots blancs périmés depuis le 5 janvier. Quand on l'a signalé, on nous a répondu qu'ils n'étaient pas là pour regarder les dates. Quand on se repose, les policiers viennent fouiller les chambres. La nuit, ils sont dans le couloir. Lorsque l'on doit se rendre aux toilettes, ils nous suivent et laissent la porte ouverte. Ils nous provoquent. Ils nous dérangent la nuit en mettant l'alarme entre minuit une heure, pour qu'on ne dorme pas."

19 JANVIER 2008

Journée d'action contre les centres de rétention et contre la directive européenne qui prévoit d'allonger

la durée de rétention. 4 000 personnes manifestent jusqu'au centre de rétention de Vincennes. "Près de 400-500 personnes rentrent sur le parking. Les flics tentent de les en empêcher. Gros pétards qui détonnent, caillasses, pots d'échappement, bouts de bois et cannettes commencent à voler sur les gardes mobiles et les keufs. De l'autre côté, loin derrière les différentes lignes de gardes mobiles, et derrière les barbelés

du centre, les retenus sont là. Ils gueulent "Liberté", ils chantent, agitent des draps blancs ainsi que des banderoles". Des manifs ont lieu dans de nombreuses autres villes contre les centres de rétention : Angers, Nîmes, Lyon, Rennes ... A Toulouse, une personne enfermée crame son matelas au moment du rassemblement.

22 JANVIER 2008

Depuis le matin, 20 sans-papiers (sur les 30 présents) retenus au Centre de Palaiseau sont en grève de la faim pour obtenir leur libération. À minuit, à Vincennes, les détenus ont refusé d'être comptés et de rentrer dans leurs chambres. Ils ont essayé de dormir dehors. Les CRS sont intervenus pour les obliger à réintégrer leurs chambres. Tout le monde criait L-I-B-E-R-T-É.

23 JANVIER 2008

A Vincennes, des détenus ont mis le feu à leur chambre, en brûlant des papiers. Ambiance extrêmement tendue. 6 personnes en grève de la faim au centre de rétention de Nantes.

24 janvier. Certains détenus ont refusé de manger et ont jeté la nourriture sur le sol.

25 JANVIER 2008

Depuis 18h30, les sans-papiers du centre de rétention de Vincennes se battent contre la police. Une chambre a déjà été incendiée. Sur place, on parle d'émeutes. A Nantes, un des grévistes de la faim est libéré. Un autre considéré comme un des meneurs est envoyé sur Rennes.

26 JANVIER 2008

Entre 16H et 20H, une trentaine

de personnes se rassemblent en solidarité devant le centre de Vincennes. Fort déploiement de flics qui tentent de canaliser le ras-

SETE : TOUS LES DETENUS LIBERES

Tous les Sans-papiers détenus au Centre de rétention de Sète (34) ont été libérés. Non, la révolution n'a pas eu lieu, mais il y a eu une épidémie de gale. Incapables de traiter les personnes touchées et craignant une contamination pour les flics qui les surveillent, la préfecture a jugé plus prudent de libérer tout le monde. Cette épidémie en dit long sur les conditions d'hygiène dans les camps de rétention.

semblement loin des grilles, mais à dix reprises des parloirs sauvages s'improvisent. Compte rendu de détenus : "Un premier feu a pris dans les toilettes. Ensuite, deux chambres ont brûlé. On a refusé de manger. On a empêché l'accès au réfectoire en bloquant les portes".

27 JANVIER 2008

La tension ne cesse de monter depuis hier soir au centre de Vincennes. Les familles ont attendu en vain de pouvoir rendre visite à leur proche. Les affrontements directs entre Sans-papiers et policiers ont repris dès cet après-midi. Deux départs de feux.

28 JANVIER 2008

Rassemblement d'une vingtaine de personnes à Nantes (commisariat Waldeck-Rousseau), où un détenu continue la grève de la faim entamée le 20 janvier. Des slogans sont lancés au rythme des tôles ondulées du chantier. A Rennes, une grève de la faim a également débuté. A Vincennes, l'ambiance est extrêmement tendue. Trois tentatives de suicide. Quatre détenus sont mis en isolement : motif, ils parlent trop avec les "agitateurs" de l'extérieur, ou ils se sont mis en colère pour une visite supprimée.

29 JANVIER 2008

A l'issue de la garde à vue, deux des personnes sont relâchées et ne sont pas ramenées en centre de rétention. Deux autres détenus

qui ont fait une tentative de suicide sont libérés.

30 JANVIER 2008

Les deux autres personnes placées en garde à vue, sont transférées au dépôt. Pour l'une d'entre elles, le dossier est directement classé par le procureur faute d'éléments, elle est relâchée. La deuxième passe en comparution immédiate. La qualification retenue est "incendie involontaire avec une cigarette oubliée allumée". Il prend deux mois avec sursis mais est immédiatement libéré. Les quatre sont donc libres. Au Centre de Vincennes, deux nouvelles tentatives de suicide.

1° FEVRIER 2008

Une quinzaine de détenus déchirent leurs cartes (qui servent à la fois à avoir accès à la bouffe, au médecin, à la Cimade, mais aussi à vous contrôler à chaque instant et à vous compter à minuit).

3 FEVRIER 2008

De nombreuses personnes sont en grève de la faim, tous les jours il y a des tentatives de suicides (par pendaison, médocs ou en se tailladant les veines). Un détenu dit que des bagarres éclatent régulièrement avec les flics et que ces derniers flippent qu'ils foutent le feu.

3 FEVRIER 2008

"Hier, une quinzaine de personnes ont déchiré leur carte et les ont jetées dans le couloir... Les refus de comptage, je dirais que c'est presque tous les jours. Parfois, on refuse un peu. Parfois, on refuse beaucoup".

5 FEVRIER 2008

"Il n'y a toujours pas de chauffage. Le soir, il fait froid dans les chambres. Ça fait 11 jours que je suis ici. C'est la première fois que je rentre dans un centre de rétention. C'est une prison, ça rend les gens dépressifs. Moi, je ne m'aliémente pas depuis 11 jours. Hier soir, les flics ont éteint la télé. Un jeune a demandé aux flics de la rallumer. La policière lui a répondu : "Va te faire enculer !" Il lui a

sauté dessus. Ils se sont battus. Ils l'ont placé en isolement. On a manifesté pendant 20 minutes pour qu'il en sorte. Ils l'ont sorti de l'isolement. Aujourd'hui, il a été libéré".

8 FEVRIER 2008.

"Il y a un peu de calme. La plupart des anciens, les plus combattants ont été libérés. Il y a beaucoup de nouveaux. Il ne peuvent pas tout de suite se mettre à protester. Il faut qu'ils voient et qu'ils comprennent".

9 FEVRIER 2008

Nous appelons depuis le rassemblement devant le centre de Vincennes : "On vous entend. Nous aussi, on a manifesté à l'intérieur pour vous accompagner. Une personne a été mise en isolement. On discute de ce que l'on peut faire dans les prochains jours. Il faut que vous restiez mobilisés".

11 FEVRIER 2008

"Les gens n'ont pas le moral. Plus personne ne descend dans les salles communes. Le réfectoire et la salle télé sont vides. Les gens restent dans leur chambre. On sort s'asseoir dehors entre 14 et 16 heures quand il y a du soleil. Je suis là depuis 18 jours et je suis fatigué. J'ai envie de sortir".

12 FEVRIER 2008

"Tout a commencé vers 11H30 suite à une provocation de la police. Nous étions dans la télé. La police a éteint la télé sans rien dire, sans explication. On a demandé qu'ils la rallument. Ils n'ont pas voulu. Le ton est monté très vite. Ils ont voulu prendre une personne pour la mettre en isolement. On a empêché la police de le prendre. Ils nous ont demandé de monter dans les chambres pour le comptage, on a refusé. Alors, ils sont revenus en nombre. Ils étaient plus de 50. Ils y avaient des CRS et des policiers. Ils nous ont séparés en deux groupes puis ils nous ont tabassés dans l'escalier, dans le couloir dans les chambres. Je dirais qu'il y a cinq personnes blessées dont deux graves. L'un semble avoir le bras cassé, l'autre le nez cassé".

Pour en savoir plus :
fermeturetenon@yahoo.fr

Coulommiers : ville morte, ville résistante...

Mercredi matin, 23 janvier 2008, je

prends mon petit garçon par la main, je lui dis : "Allons au marché". Nous arrivons à Coulommiers, circulation bloquée, police partout, commerces aux rideaux tirés, badauds inquiets et silencieux, étals de marché limités à quelques résistants. Je m'enquiers : "Que se passe-t-il donc ?" - "Une manif me répond-on, ils se dirigent vers la mairie".

J'emmène le petit, "contester, c'est constater" je lui explique. On conteste donc quelque chose par ici. Mais qu'y a-t-il donc à constater dans ce monde merveilleux et décomplexé du "travailler plus pour gagner plus" ? J'entends les clameurs approcher depuis le monument aux morts. Allons voir ça de plus près.

On conteste effectivement, un défilé de lycéens, joyeux comme tous les lycéens du monde, de ceux qui maintiennent la planète à température, s'avance vers nous. Le motif : un des leurs, fautif de ne pas être de la même nationalité est menacé d'expulsion. La cause est juste. Je me joins à la troupe. Nous marchons vers la mairie. Seuls quelques cheveux grisonnants marchent de concert avec nous, les problèmes de société ne concerneraient donc que les moins de dix-huit ans ? Un manifestant s'avance vers nous, il demande à mon fils s'il veut monter sur son dos. J'acquiesce et le voilà en un tour de main juché sur les épaules d'un aîné.

L'ambiance est joyeuse et mon fils est parti à la conquête du monde, perché tout là haut, en sécurité sur les épaules d'un grand frère solide comme la jeunesse et beau comme une incarnation de l'intelligence et de l'humanité. L'ambiance est joyeuse mais le sujet est grave. Grave comme l'époque dans laquelle on nous enjoint de vivre, où l'on nous somme de nous conformer.

On enferme un jeune entre les quatre murs d'une maison de rétention, on le renvoie ailleurs, on le dégage en touche, reprenant à notre compte et de manière globale le comportement psychopathologique de ceux qui ont peur, de ceux qui baissent les rideaux du magasin quand approche la rumeur.

On ferait mieux d'ouvrir nos portes, nos cours et nos entreprises. On ferait mieux d'accueillir et de partager les compétences, les cultures et les diplômes. On ferait mieux d'avoir envie que d'avoir peur. Coulommiers était en cette matinée du mercredi 23 janvier 2008, une ville quasi morte. Une ville qui fait honte. Une petite cité à la Flaubert, embourgeoisée et craintive. Plus proche d'une ville vaincue que d'une ville en résistance. Merci à nos enfants d'avoir tenté de réveiller cette torpeur.

H. G. (RESF - Coulommiers)

(Note : La manifestation dont il est question est celle du 23 janvier 2008 à Coulommiers en faveur de Walid, lycéen placé en rétention et qui serait menacé d'expulsion express, "fast deportation" dit-on.)



BLESSE AVANT D'AVOIR ÉTÉ TOUCHÉ

Les derniers mouvements étudiants ont donné lieu à un nombre impressionnant d'inculpations et de procès. Souvent, le "motif" en est fort mince, quand il n'est pas monté de toutes pièces.

Le procès d'Adrien s'est déroulé ce mardi 29 janvier, à la 28ème chambre du TGI de Paris, en présence de nombreux amis d'Adrien et en l'absence du plaignant. (comme l'a dit le procureur : "La lutte, c'est avant tout le courage qu'il faut exprimer à tout moment...").

La juge a tout d'abord rappelé les faits établis d'après les dépositions de la victime et des agents de sécurité de l'Université. Elle a relevé que les anti-bloqueurs avaient cherché à pénétrer de force dans l'enceinte de l'université, en montant à l'assaut d'un barrage formé de chaises et de tables ; et que c'est à l'occasion de cette action violente des anti-bloqueurs que le plaignant aurait été blessé. Si le lien entre Adrien, qui a reconnu avoir lancé une chaise pour reconstruire la barricade et la blessure de la victime n'a pas pu être établi (et pour cause, comme on le verra quelques lignes plus bas), la juge semblait quand même voir une causalité entre les deux événements. La procureur s'est ensuite désolée de cette bien piètre image de la démocratie qu'ont donné les deux camps dans cette bataille, chacun cherchant à faire prévaloir ses opinions par la force. Même si elle n'a pu que constater que le lien entre le geste d'Adrien et la blessure de son accusateur ne pouvait être établi, même si elle a dû admettre qu'Adrien n'avait manifestement aucune intention de blesser et qu'il cherchait simplement à reconstruire la barricade, du fait que jeter un objet pouvant potentiellement blesser quelqu'un, la procureur a maintenant la qualification de "violences volontaires".

La plaidoirie de l'avocat a permis de mettre en évidence le caractère politique de ce procès, et de l'instrumentalisation d'une affaire somme toute bénigne afin de servir d'exemple.

Tout d'abord il a été démontré que cette plainte s'inscrit dans une démarche militante de la part d'un plaignant lui même responsable public d'une association d'étudiants catholiques traditionalistes.

Il a été relevé l'extraordinaire "efficacité" des services de police du XVIIIème arrondissement qui, en moins d'un mois et alors que la plainte initiale avait été déposée au commissariat de Neuilly, ont pu boucler cette enquête toutes affaires cessantes, avec garde à vue et perquisition à la clef.

Mais cette "efficacité" policière n'a été que toute relative : sans doute par distraction, un témoignage en faveur d'Adrien n'avait pas été pris en compte par les enquêteurs. Il était pourtant de poids. Il faut dire que ce témoin, présent à l'audience (et nous le remercions de son courage), permet de démontrer que le plaignant s'était blessé lui même alors qu'il démontait la barricade. Ces faits sont d'ailleurs corroborés par les dépositions des agents de sécurité, qui décrivent le plaignant exhibant sa blessure sanglante et maculant les portes de l'université de son sang, et cela alors qu'aucune chaise n'avait encore été lancée ! On l'a dit, l'accusateur n'est pas venu. Peut-être n'avait-il pas trop envie d'être confronté à ces témoignages

effectivement bien gênants pour lui.

Par ailleurs, il est à remarquer que c'est cette affaire qui a servi de prétexte à l'administration de la fac pour demander l'intervention policière dans la campus.

Dans certaines traditions militaires, il est courant d'utiliser le fait d'être blessé pour servir "la cause". Cette affaire tombe donc

opportunément, et même en l'absence de réalité du fait incriminé (puisque les témoignages démontrent que la blessure a eu lieu avant qu'une chaise soit lancée), il y a une volonté manifeste d'instrumentalisation de la justice pour fabriquer un exemple. La relaxe a donc été demandée par l'avocat. Enfin, à la question de la juge qui demandait à Adrien s'il acceptait de faire des TIG, celui ci a répondu non, car il n'était pas coupable, ce qui a agacé la juge qui estimait avoir tendu une perche. La procureur, sautant sur l'occasion et bien qu'elle ait reconnu que les faits ne justifiaient pas de leur renvoi devant le tribunal correctionnel, a requis une peine d'un mois de prison avec sursis. Le verdict a été reporté au 1er avril prochain.

Le Comité justice pour Adrien remercie toutes celles et tous ceux qui se sont solidarisés en signant la pétition et en venant au procès soutenir notre ami. Il appelle d'ici le verdict à maintenir la solidarité financière et vous donne rendez vous au premier avril prochain. Vos chèques à l'ordre d'Adrien peuvent être envoyés à : **Comité Justice pour Adrien**
108 rue Damrémont 75018 Paris.



Il n'y a pas que les clous qui soient tordus

Le 19 janvier dernier, trois personnes ont été arrêtées dans le Val-de-Marne. Elles sont depuis mises en accusation pour "association de malfaiteurs", "détention et transports d'engins incendiaires ou explosifs en vue de détruire des biens ou de commettre des atteintes aux personnes". Bigre !

- "Association de malfaiteurs", ont-elles détourné des millions, comme tant de vulgaires politiciens et de grands patrons ?*1

- "Détention d'engins explosifs", ont-elles construits subrepticement une centrale nucléaire, ont-elles préparé un petit Tchernobyl ?*2

- "Explosifs en vue de détruire des biens", ont-elles, comme Elf-Total-Fina, entreposé aux portes d'une ville de quoi tuer d'un coup plus de trente personnes et éventrer des milliers d'habitations (ce qui est le bilan, très partiel, de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse) ?*3

Que nenni. Les personnes arrêtées, oyez braves manants la gravité des faits, possédaient :

- premio un fumigène fait maison,
- deuxio des pétards,
- et tercio et derniero... des clous tordus.

Ouf. Heureusement, elles n'avaient pas, en plus, deux ou trois punaises rouillées, car là, ça devenait vraiment grave*4.

Bref, tandis que nos aimables chasseurs français gambadent en toute innocence dans la nature armés jusqu'aux dents, tirent sur tout ce qui bouge et réussissent à tuer, bon an mal an, une dizaine de promeneurs et de cueilleurs de champignons, voici nos trois jeunes gens poursuivis pour détention de clous tordus*5.

Il est vrai que, ces personnes étant fichées pour leurs idées politiques par la police, la garde-à-vue de 48 heures, la perquisition en vue de ravager leur appartement et le recours à la section anti-terroriste coulaient de source. Tout de même, ayant senti le ridicule d'une poursuite pour "terrorisme par clou tordu", la section anti-terroriste s'est désengagée... mais les inculpations restent.

Reste aussi une des opérations médiatique les plus minables qu'on ait vu depuis longtemps. Ce n'est pas ici que l'on s'étonnera du rôle joué par les médias. Nous n'attendons d'eux ni la moindre honnêteté, ni de la rigueur intellectuelle, ni même un simple recul. Mais ici, ils se sont carrément laissés aller à des "copier/coller". Du titre ravagé du

Parisien, "Les anarchistes transportaient une bombe en kit" (22 janvier 2008) à ce que beaucoup de lecteurs ont d'abord pris pour une "publi-rédaction" du ministère de l'intérieur (avant de comprendre qu'il s'agissait d'un "article") dans le Monde (2 février), la "source" des informations est manifestement unique. Pas besoin de beaucoup se remuer les méninges pour comprendre de quel marigot elle sort. Certes, pour trois clous tordus et un fumigène, il n'y avait pas de quoi mobiliser les grands plumes, mais nos médias auraient au moins pu mettre un stagiaire sur le coup. Il aurait rapidement appris que les personnes arrêtées se rendaient à une des nombreuses manifestations contre les centres de rétention. Ces rassemblements, et notamment celui de Vincennes où elles allaient plus précisément, ont été agrémentés à plusieurs reprises par l'utilisation de fumigènes, de feux d'artifices et autres pétards pour dérouter la police et signaler aux retenus qui luttent à l'intérieur la mobilisation à l'extérieur : ce fut le cas le 31 décembre, tout comme le 3 janvier, le 5, le 19 et encore plus récemment le 2 février. Pas difficile donc de deviner à quoi pétards et fumigènes étaient destinés. Quant aux clous tordus, ils évoquent plutôt des "crèves-pneus" que des armes de destruction massive.

D'ailleurs, plutôt que de tant parler de ces fameux fumigènes et des clous tordus, c'est bien d'un coup tordu qu'il faudrait d'abord parler.

Un coup tordu politico-policier qui a pour objectif évident d'essayer d'enrayer la lutte contre les centres de rétention et plus généralement contre l'oppression. Un coup tordu auquel doit répondre la solidarité la plus ample.

Papy Nou

_1. Les politiciens et les patrons détournés de millions vont bien, merci pour eux _2. Les "responsables" du gouvernement qui nous ont affirmé que le nuage de Tchernobyl contournait la France et que nous ne risquons rien vont bien, merci pour eux _3. Les "responsables" d'Elf-Total-Fina qui ont réuni les conditions pour cette catastrophe majeure vont bien, merci également pour eux _4. Et ils ont aggravé leur sort en refusant, lors de leur garde-à-vue, de se soumettre à la "signalisation" (photos, empreintes, ADN) _5. Deux personnes sont incarcérées, l'autre sous contrôle judiciaire.

Pour tout soutien à ces trois personnes, s'adresser à
Kalimero : Kalimeroparis@gmail.com
Pour l'aide financière, utilisez le compte du Crédit
Mutuel 10278 06 137 000 204 71 901, clef 07

LA FNSEA SERAIT-ELLE SOLUBLE DANS LA DISCUSSION ?

Adrian, faucheur volontaire du Tarn-et-Garonne (82), refuse lors de son interpellation de se soumettre au test de salive destiné à livrer son ADN, c'est-à-dire son code génétique. Pour avoir ainsi refusé de révéler une part de son intimité au FNAEG (Fichier national automatisé des empreintes génétiques), il est menacé d'une amende de 15 000 euros et de trois ans d'enfermement. Son procès est prévu le 11 janvier 2008 au TGI de Montauban.

Ce jour-là, la trentaine de militants pro-OGM de la FNSEA, venus pour exiger une lourde punition contre l'insoumis, avait déployé de bonne heure ses drapeaux sur la place. Voyant cela, une autre trentaine de militants, réunis à l'appel d'un collectif unitaire de Montauban contre les prélèvements ADN s'est sentie obligée de déployer ceux de leurs organisations respectives, faisant ainsi définitivement basculer ce rassemblement déjà houleux en une confrontation verbale puis physique. Les quelques personnes venues pour dénoncer la logique récurrente de répression policière et judiciaire de l'Etat, se trouvent alors prises en tenaille entre les deux camps. Elles sont les premières à recevoir en plein visage des épis de maïs (transgéniques, beurk !) partis des rangs de la FNSEA, prélude à des échauffourées plutôt vives. Suite à quoi on apprend que le procès est reporté au 8 février.

À la suite de cet incident, militants de la CNT-AIT et lycéens anarchistes montalbanais du CLAM, nous décidons de nous rendre le 29 janvier à la "réunion unitaire" du collectif tout aussi unitaire*1 pour y dire en quelques mots qu'il était inacceptable que des politiciens locaux (qu'ils soient de la FNSEA ou d'autres bords) s'amusent à provoquer la population pour la diviser encore plus. Nous y avons annoncé également notre intention d'aller, le 8 février, tract à l'appui, expliquer aux paysans violents qu'ils sont

manipulés par leurs dirigeants. Un tract destiné à défendre une position plus globale qu'un simple refus du fichage ADN; et à mettre en parallèle la situation faite aux petits paysans (élimination programmée de la paysannerie, développement du "tout profit" pour les multinationales du secteur agro-industriel,...) et celle qui est faite à tous les opposants (fichage, répression de fer,...), avec une conclusion qui s'impose: si aujourd'hui, c'est Adrian qui est poursuivi pour avoir refusé un test ADN, demain ce sera le tour de viticulteurs, d'horticulteurs en colère et de quiconque refusera de se soumettre aux lois du marché. Face à la répression grandissante dans ce pays, dont les tests ADN ne sont jamais qu'une facette, la compréhension des mécanismes de l'oppression, la dénonciation des classes dirigeantes et la solidarité à la base sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Dès qu'ils s'est agi de nous répondre, la mauvaise foi politicienne s'est étalée : tour à tour, on nous a opposé qu'une position plus large contre la répression était "trop idéologique" (trop risqué en période électorale, pour des huiles de la LCR et du PCF), qu'en déviant de leur ligne politique notre attitude était scandaleusement autoritaire (un reproche à hurler de rire dans la bouche de ces gens-là), enfin que, sous couvert de discussion avec des paysans encadrés par la FNSEA, nous ne rêvions que d'aller leur taper dessus et prendre ainsi en

otage de braves pacifistes (très mauvais aussi en période électorale). Tout cela sur un ton évidemment agressif, et évidemment très, très autoritaire. Et pour bien montrer leur désintérêt envers toute forme de solidarité concrète, de conclure "On n'est pas là pour soutenir une personne en particulier". Effectivement, ce qui les intéresse, c'est pas de soutenir, c'est de s'engager pour la forme tout en étant prêts à se désengager à tout moment, de critiquer, mais vraiment pas trop, de s'en prendre au symptôme (fichage ADN) et nullement à la cause. C'est toujours la même scène que nous rejoue cette bande d'hypocrites. Le principal concerné, Adrian, ne s'y est pas trompé car ce fut l'un des rares à soutenir notre initiative lors de cette réunion. Tirant les conclusions du désaccord, nous décidions - les copains présents, Adrian ainsi qu'une ou deux autres personnes présentes - de laisser les réformards entre eux et de vaquer à nos occupations militantes.

Dès le lendemain, ce fut une avalanche de rumeurs les plus folles, sur le net comme par le bouche à oreilles. "On" disait partout que la FNSEA mobilisait massivement ses troupes pour le 8 février et que ce serait terrible. "On" entendait que les anarchistes préparaient des violences insoupçonnées pour ce jour là. "On" expliquait, à mots plus ou moins couverts, que ce sera très dangereux d'approcher du tribunal, quasiment de la folie pure. "On" aurait voulu démobiliser les bonnes volontés, "on" ne s'y serait pas pris autrement.

De notre côté, nous appelions tranquillement à une Assemblée populaire et à un soutien devant le tribunal.

Le 8 février, à 12 h 30, l'Assemblée populaire rassemblait, à l'heure et au lieu prévus, une trentaine de personnes. Les

échanges, nourris, portaient sur la répression, sur l'actualité sociale et aussi sur un autre futur. Un peu avant 14 heures, la petite troupe s'ébranlait, renforcée chemin faisant par une dizaine d'autres personnes. Quand la quarantaine de présents venue soutenir Adrian se retrouve devant le tribunal, surprise : pas plus de FNSEA que de beurre en branche. Pas le moindre gauchiste, pas le moindre drapeau non plus (ça, on s'y attendait). Pourquoi la FNSEA n'est-elle pas venue ? Mystère. Peut-être, tout simplement, que ses dirigeants ne souhaitaient pas trop que nous discussions avec leurs simples adhérents, des fois que des agriculteurs de base comprennent, on n'est jamais assez prudent... Tout se déroule donc dans le plus grand calme. Finalement, deux ou trois gauchistes font, de loin, une frileuse apparition. Comme on les a vu, ils viennent saluer, avec un sourire bien jaune. Dans la salle, le procureur demande une amende de 300 euros, l'avocat demande la relaxe pure et simple. Verdict le 7 mars. Mais pas besoin d'attendre cette date pour le Comité gauchiste. Tout le monde a pu le juger sur pièces.

Francis

1. Précisons : ce collectif regroupe des gens d'ATTAC, de la LCR, de FSU, de la Confédération paysanne et j'en passe. Que du beau monde, et il s'y trouve même une candidate aux municipales, genre liste "alternative extrême gauche vachement cool". Les élections sont bien proches, il ne faut pas perdre une occasion de passer dans la Dépêche du Midi et se faire un peu de pub.



GRÈVE HISTORIQUE DANS LA GRANDE DISTRIBUTION.

Historique car cela fait des années qu'aucun appel à la grève n'a été lancé de façon unitaire et nationale par toutes les centrales syndicales. Historique surtout parce que jamais la grève n'a été autant suivie ! La revendication de tous c'est l'augmentation des salaires et le refus de l'ouverture généralisée des magasins le dimanche (promise par le candidat Sarkozy).

Aujourd'hui je vais sur le parking du centre commercial où j'ai passé tellement d'années. Le piquet de grève, matinal, est plutôt masculin. Ce sont les salariés de l'épicerie, de la boucherie, du textile qui ont démarré la grève. On attend midi pour voir arriver les caissières. En effet, l'intersyndicale du centre commercial de Portet-sur-Garonne, qui avait tout d'abord appelé à un débrayage de midi à deux heures, s'est ravisée et a, sur la pression de la base, agrandi le mot d'ordre à toute la journée. Au-dessus, les drapeaux de la CGT, ici majoritaire, mais aussi de la CFDT, de la CFTC, de FO, et de SUD. À midi, comme prévu, les caissières débrayent et rejoignent le rassemblement. Nous sommes maintenant entre 200 et 300. Et nous manifestons dans la galerie marchande. Le mégaphone annonce 80 % de grévistes à Carrefour Purpan, des centres commerciaux obligés de fermer dans le Sud-Est avec 100% de grévistes. Le mouvement est général et massif! Il y a maintenant des salarié(e)s de CONFORAMA, de DARTY, de IKÉA, de PLANÈTE SATURN, de KIABI, de PICARD et de l'entrepôt de LECLERC... Puis le mot d'ordre est lancé. Nous allons entrer dans CARREFOUR. Aucune hésitation. Pas un geste du directeur du magasin, des vigiles et des cadres. Je suis soufflé.

Après toutes ces années d'arrogance des chefs, de mépris des collègues, des coups parfois, (comme à Labège, quand la direction avait ouvert pour un jour férié et que nous avions tenté de nous y opposer), après toutes ces années de solitude et de tristesse, je vois aujourd'hui des jeunes salariés, des caissières entrer dans le magasin en criant, en rigolant, en scandant et... les petits chefs reculer sans rien dire.

Nous remontons la batterie de caisses où quelques pauvres stagiaires, celles qui n'ont rien à dire, "c'est ça ou la porte!", tiennent encore quelques caisses. Les clients s'agglutinent et se taisent! Il n'y a plus que les cris: "*Le dimanche il n'y pas de volontariat!*" "*Augmentez nos salaires!*", "*Le dimanche à la maison!*"... Alors j'ai pris mon stylo et j'ai noté : Derrière les drapeaux les banderoles et les slogans il y a des gens. - Bruno a un an d'ancienneté à CARREFOUR. Il travaille 35 heures par semaine au rayon boucherie après avoir passé un CAP de boucher. Il gagne... 7,50 euros de l'heure soit 978 euros par mois. - Stéphane à 9 ans d'ancienneté à CARREFOUR, il est gestionnaire conseiller de vente de niveau 3, il gagne... 1070 euros par mois - Véronique à 11 ans d'ancienneté chez PICARD. Elle est responsable de magasin et travaille 35 heures par semaine mais de façon modulée sur l'année. Son entreprise a été rachetée par un "fond de pension" et du coup les conditions de travail se sont dégradées de façon insupportable. Elle gagne... 1200 euros par mois. - Françoise a 35 ans d'ancienneté chez CARREFOUR. Elle est caissière et une des rares à travailler encore à temps complet pour... 1300 euros net. Elle dit que son salaire est plus élevé que celui des nouvelles embauchées car il y a eu une intégration des primes d'ancienneté et d'assiduité. Pour celles-ci le salaire horaire est de 8,59 euros et la plupart travaillent en temps partiel imposé entre 20h et 30h. - Enfin, Mathilde est retraitée, depuis un peu moins d'un an, après 34 ans de caisse à CARREFOUR, à temps plein, et elle touche en retraite 756 euros de la Sécurité Sociale et 200 euros de la retraite complémentaire. Petit rappel trouvé sur le web: "*Au premier semestre 2006, Carrefour a dégagé un bénéfice net de 735 millions d'euros.*"

Caillou, 1er février 2008

Licenciements à l'abc, j'y tiens pas



Le cinéma ABC, c'est un de ces cinémas dits "d'art et d'essai" qui se sont faits une spécialité dans "la défense des valeurs", dans les films alternatifs... bref, une salle "très comme il faut" mais pas forcément pour ceux qui y travaillent. C'est ce qu'a révélé publiquement par un tract la CNT-AIT, largement diffusé dans les milieux du cinéma et repris dans la presse locale.

Retour sur image donc. L'an dernier, une large mobilisation du public, sous le label "L'ABC j'y tiens" avait permis de sauver cette salle par l'obtention des aides nécessaires à sa rénovation. Seulement, la campagne auprès du public était tronquée et dissimulait les pratiques des dirigeants de cette boîte et les licenciements qu'ils préparaient. Si bien qu'après avoir "sauvé l'ABC", il conviendrait maintenant de sauver ses salariés.

Les pratiques de la direction ne datent pas d'hier.

Un salarié auquel l'ABC avait fait miroiter un poste intéressant démissionne de l'emploi stable qu'il avait dans une autre ville. Mais, le jour de la signature de son nouveau contrat, il découvre que ce n'est pas du tout le CDI qu'on lui avait promis mais un simple CDD. On lui explique que ce n'est qu'une simple formalité. Acculé, il accepte de signer. Un an plus tard, le CDD n'est pas renouvelé. Exit le salarié.

Un autre salarié, viré et en désaccord avec la direction sur de nombreux points de son contrat de travail saisit les prud'hommes. Puis il trouve du travail dans un autre cinéma. L'ayant appris incidemment, et avant qu'il ne signe son nouveau contrat, la direction de l'ABC contacte son nouvel

employeur potentiel et "l'avertit" du procès en cours. Exit le nouveau contrat. Eh oui, on peut être un fan de la "culture", des "arts et essais", des "alternatives" et se comporter comme les maîtres de forge du XIXème siècle qui se passaient de main en main la liste noire des travailleurs qu'il fallait détruire économiquement en les privant de gagne pain.

Voici quelques semaines enfin, l'ABC a proposé aux salariés les moins payés de ... diminuer leur salaire. Il faut savoir que, dans cette entreprise, il y a cinq salariés de base et deux directeurs. Evidemment, rien à voir entre les salaires des cinq premiers (au niveau du SMIC) et des deux autres (plutôt confortables). C'est pourtant les cinq salaires les plus modestes que la direction se proposait d'amputer en réduisant leur temps de travail (et donc leur salaire) de 25 à 50 % suivant les cas ! Par un curieux hasard, cette proposition n'a pas été faite aux deux directeurs. Pourtant, une ponction sur ces deux salaires aurait largement suffi à colmater la brèche financière. Surtout qu'il ne faudrait pas oublier que c'est la direction (et pas les salariés de base) qui est responsable de la gestion du cinéma et des mauvais résultats financiers à l'origine de ces mesures. Mais ici comme

ailleurs, c'est deux poids, deux mesures : les directeurs, malgré leur responsabilité, sont maintenus à leur poste alors que les employés, qui ont finalement refusé la réduction de leur salaire ont reçu leur lettre de licenciement.

Nos lecteurs se souviennent que, quelques mois en arrière, Utopia, cinéma supposé engagé, licenciait pour "manque de conscience politique" et encourageait le "travail bénévole" de ses salariés contre une éventuelle prime (!). Depuis, même les prud'hommes ont condamné les patrons d'Utopia. Maintenant, on découvre les pratiques des dirigeants de l'ABC.

Certains ont tendance à croire que la brutalité patronale est réservée à la tendance dure du MEDEF. En fait, elle est aussi fréquente dans les entreprises associatives ou "engagées". Elle est seulement moins connue, même si le voile commence à se lever. Quant au public, ainsi informé, il a le droit d'exiger des patrons de salles "Art & Essai", "Alternatives", "Associatives", "de gauche"...qu'elles mettent en application dans les faits les "valeurs" qu'elles affichent si hardiment dans leurs programmes.

Affaire à suivre donc.

Marie

Où on reparle des maisons de retraite



Le "Ministre du travail et des Solidarités" a de ces surprises ! Figurez-vous qu'il vient de découvrir que la maltraitance dans les maisons de retraite a une ampleur insoupçonnée !

Alors qu'il vient à peine d'ouvrir, le numéro téléphonique national pour les victimes de maltraitance en maison de retraite a reçu en moyenne 330 appels par jour et le service chargé de les traiter n'en peut déjà plus "On est débordé, c'est vraiment plus que ce que l'on avait imaginé !"*. Le ministre et ses services manquent de repères. Ils devraient lire la presse anarchosyndicaliste², ça leur éviterait bien des surprises...

Car, le constat n'est vraiment pas nouveau. Il reste par contre accablant : patients attachés sur leur lit à longueur de journée sans raison, vieillards nourris à la sonde alors qu'ils pourraient manger normalement, toilettes réduites au minimum ou pas faites du tout, familles laissées sans information, violences directes de toutes sortes, repas supprimés... c'est la sordide vérité.

Histoire de montrer qu'il fait quelque chose, le ministère vient d'annoncer glorieusement qu'il a fermé 83 établissements agréés. Vu ce qu'on constate dans certains qui restent ouverts, on se demande à quoi devaient ressembler ceux qui ont été fermés... mais passons. Car l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, le ministère

des "solidarités", comme il ose s'intituler, n'y fait surtout pas allusion. Tout au contraire : comme il lui faut bien trouver des coupables à ces situations scandaleuses, il cherche à détourner la colère du public sur les

personnels ! Effectivement, si une toilette est mal faite, on peut toujours incriminer la soignante qui l'a réalisée... à condition "d'oublier" qu'elle ne peut pas faire autrement car le temps lui est compté. Suivant les maisons de retraite en effet, le personnel dispose de 15, 12 minutes et parfois moins pour faire la toilette d'un résident souvent incontinent, pour l'habiller, le mettre au fauteuil. Mission impossible, tout le monde le sait. Alors, il faut "bourrer". Il ne faut pas perdre une seule seconde. On n'a pas le temps de dire autre chose que "bonjour" et "au revoir". Et encore. Il faut faire vite, vite, vite. Enlever le pyjama, enlever la couche, nettoyer les matières et l'urine, et l'horloge qui tourne, alors vite, vite, un coup de gant de toilette, une nouvelle couche, une robe ou un pantalon enfilés par dessus à la "va comme je te pousse" et, vite, vite, il faut passer au résident suivant. Et déjà, on n'est pas dans les temps, déjà, on va essuyer des remontrances, déjà, on risque de se faire virer. C'est ça, les conditions de travail dans pas mal de maisons de retraite. C'est ça qui cause tant de souffrances chez les résidents et chez les personnels. Car, croyez-vous qu'une femme, qu'un homme normalement constitués puissent traiter comme ça des personnes qui pourraient être leur mère ou père sans en souffrir ?

Et tout ça pourquoi ? Pour assurer de gros bénéfices aux actionnaires quand il s'agit de maisons privées ou de confortables salaires et avantages de toutes sortes à la haute hiérarchie quand il s'agit de maisons gérées par des "associations". Il faut le dire, face à des profiteurs sans scrupule, les personnes âgées sont devenues un " marché ", pire, de véritables vaches à lait. Plus de 700 000 vieux³ sont déjà en maison de retraite. Leur nombre ne va faire qu'augmenter. A raison de plusieurs centaines d'euros de bénéfice par tête et par mois, ces "maisons" sont déjà un des secteurs les plus juteux de l'économie. Et, pour tirer le maximum de jus, la formule est simple : faire cracher au bassinnet les familles⁴, comprimer les salaires, réduire le personnel, rogner sur la qualité de tout... C'est simple et clair : la source essentielle de la maltraitance en maison de retraite, c'est la recherche du profit.

Ursula

*_1. Aujourd'hui en France, 25 février 2008 _2. Voir par exemple notre numéro 100 _3. L'usage du mot " vieux " est politiquement incorrect en maison de retraite. Il faut y parler de " résident ". Les mots sont beaux, la réalité beaucoup moins. _4. Il faut compter pas loin de 1 300 euros par mois au minimum.



Le Grand Bazar

Il y avait, au temps des rois, un impôt particulièrement humiliant, dont les riches s'acquittaient en numéraire, et les pauvres par du travail sans salaire. Il s'agissait de la corvée. Elle fut abolie, avec tant d'autres iniquités, dans la nuit du 4 août 1789 par l'Assemblée constituante. Et pendant 215 ans elle n'exista plus.

Jusqu'au 30 juin 2004.

Ce jour-là, l'Assemblée nationale vota la "Journée de solidarité envers les personnes âgées", une journée de travail obligatoire et non rémunérée.

La corvée était de retour, moins brutale toutefois que sous l'Ancien Régime.

Les corvées royales, redoutées de tous, n'épargnaient guère les détenteurs de privilèges, noblesse et clergé.

La corvée républicaine est bien plus gentille : elle ne s'attaque qu'aux salariés.

Elle pousse même très loin son souci de ne faire aucun tort aux employeurs.

Certes, ceux-ci sont contraints de verser à l'Etat ce qu'ils ne payent pas aux travailleurs.

Et ça ne fait jamais plaisir.

Mais il ne s'agit que du net.

Pas du brut : les salariés, ne gagnant rien ce jour-là, ne cotisent à rien : ni Sécu, ni retraites ou Assedic, rien du tout.

Les employeurs pareil.

Et comme les charges patronales équivalent en moyenne à 50 %

du salaire brut... Ils bénéficient d'une journée de travail à moitié prix. Ce qui est tout de même consolant.

A l'origine, la corvée républicaine était présentée comme un vaste Téléthon destiné à sauver de la mort les personnes âgées. La date de cette manifestation caritative avait été fixée au lundi de Pentecôte, et bénéficiait, comme toujours lorsqu'il s'agit d'une noble cause, d'un appui médiatique important.

On pouvait y voir également une vaste arnaque destinée à piquer la thune dans la poche de tous les pauvres, même les non-imposables, du moment qu'ils travaillent, mais ce n'était pas l'avis des syndicats.

A part quelques grommellements, ils n'avaient pas bronché, n'osant assombrir, peut-être, avec des considérations matérialistes, la généreuse ferveur de ce jour sacré.

Or, voici que ce jour n'est plus. Le 29 février 2008, Xavier Bertrand, ministre du travail, annonçait que le lundi de Pentecôte serait de nouveau férié et chômé. Et la journée de solidarité dispatchée

au choix, en bloc ou par petits bouts, parmi les jours ouvrables de l'année. En heures sup, donc. Payées walou. Alors qu'elles valent au moins 10% de plus que les autres.

L'arnaque se précise, et se pratique à visage découvert : fini le Téléthon ! On ne fait plus dans la dentelle ni dans la poésie, mais dans la question cynique : combien ça rapporte, quand les employés "Travaillent Plus Pour Gagner Rien" ? Deux milliards ? Pendant ce temps, indifférents à tout ce tintamarre, les syndicats se la coulent douce : aucun n'appelle à la grève, aucun n'appelle au boycott. Business as usual : ils négocient au cas par cas cette mesure universelle.

Conformément à ce que leur demande depuis 2004 l'Etat et le patronat : renégocier, branche par branche, entreprise par entreprise, la durée légale du travail, fixée à 35 heures par semaine et dont le lundi de Pentecôte a brisé le tabou.

Il y avait eu pourtant, à cette occasion, ce qu'on appelle un "Grand bazar", expression pudique pour désigner le rejet massif de la corvée par les salariés. Je ne sais pas comment l'appellent les syndicats : ils n'en parlent jamais. Ce n'est pas leur affaire.

Dans le Gard, qui ouvrait le bal en 2005 dès le lundi de Pâques (car le lundi de Pentecôte, Féria de Nîmes oblige, était resté chômé), on vit les enseignants se mettre en grève sur le seul appel de la minuscule CNT-AIT locale, qui n'avait aucune audience, et les écoles se vider d'élèves sur la simple consigne d'une association de parents, la FCPE, qui n'était pas présente partout. De syndicat,



point. Il en fut de même quarante jours plus tard dans la France entière, soulevée par d'innombrables initiatives locales et désordonnées. Le "Grand Bazar" donc. Toujours sans syndicat.

Apparemment, le Gard n'avait pas suffisamment convaincu les confédérations pour qu'une opposition organisée à la journée fût possible et souhaitable. Elles n'avaient pas bougé le petit doigt. En 2006 et 2007, elles prirent sur ce sujet, deux années sabbatiques supplémentaires.

Alors que les différents gouvernements, instruits par l'expérience et peu désireux qu'elle se renouvelle, se démenaient comme de beaux diables pour cacher le maudit lundi à la vue des populations.

Les exceptions se multiplièrent. Les particularités s'accumulèrent. Jusqu'en 2008 où on trouve enfin la planque idéale. Adieu la journée de solidarité, diluée dans le temps de travail annuel, et, coucou ! l'assouplissement de la semaine de 35 heures que l'on s'apprête à négocier.

On aura toute latitude alors d'ajouter à son temps de travail non plus une seule, mais deux, quinze ou quarante journées de travail supplémentaire, aux conditions ouvertes par l'éparpillement de la journée sur l'ensemble de l'année : une diminution imperceptible mais réelles du prix des journées travaillées (ça se fera par l'inflation) et l'exemption du paiement des cotisations sociales pour ces heures supplémentaires (bonjour le déficit des comptes sociaux).

C'est ce modèle que les syndicats ont refusé de combattre lors du lundi de Pentecôte. Ne vous attendez pas à ce qu'ils en rejettent la généralisation. Placez vos seuls espoirs sur un retour du "Grand Bazar".

Gérard,
de la CNT-AIT de Lyon

Coup de fourchette au collègue

On parle souvent de la violence en milieu scolaire. Je suis surveillant dans un collège et un de mes collègues a été confronté à ce problème. Voici quelques jours donc ce collègue a reçu un coup de fourchette sur l'avant-bras. Emotion dans le collège. Vous imaginez. Articles dans la presse. Tout le monde ne parle que de ça dans la commune.

Tout s'est produit au self. Mon collègue fait remarquer à un élève qu'il n'a pas le droit de prendre deux yaourts comme il l'a fait. En réponse, l'élève l'insulte et lui porte un coup de fourchette sur l'avant-bras. Dès 14 heures, au moment où je prends mon service, la hiérarchie nous réunit, nous raconte l'histoire et achève la réunion en précisant, ce sont ses propres termes, que c'est la "version officielle". Y aurait-il alors une version non officielle ? Pour en avoir le cœur net, je questionne des élèves ainsi que les deux autres collègues présents sur les lieux au moment des faits.

Et là, surprise, le scénario est un peu plus complexe. Même point de départ (deux yaourts au lieu d'un seul), mais à partir de là, ça change : c'est en hurlant et en l'insultant de façon appuyée que le surveillant fait sa remarque à l'élève, celui-ci répond qu'il n'a pas à se faire insulter, le surveillant fait alors une intimidation physique à laquelle l'élève répond par un coup de fourchette sur la main qui se porte sur lui. Pourquoi avoir masqué cet enchaînement et n'avoir retenu que le premier et le dernier acte ? La réponse me paraît évidente : il s'agit de protéger non pas seulement le surveillant qui a largement dérapé, mais l'autorité et par là l'institution toute entière. En effet, si le surveillant avait été reconnu comme ce qu'il a bien été (c'est-à-dire l'initiateur de l'agression verbale puis de l'agression physique), cela privait l'administration de faire un exemple (en excluant le jeune). Un exemple à double détente : vis-à-vis de l'extérieur d'abord, pour montrer que *"la violence à l'école est, hélas, une réalité ; mais, fort heureusement, nous savons y faire face"*, vis-à-vis des élèves surtout, avec un sens très différent : *"nous savons parfaitement ce qui s'est passé, mais nous sommes les plus forts, nous faisons ce que nous voulons"*.

Et c'est bien ce deuxième message qui est le plus important. Car, dans ce collège comme dans beaucoup d'autres établissements scolaires, l'autoritarisme est de retour. Pour les élèves, c'est la multiplication des règles, toutes plus absurdes les unes que les autres, dont l'objectif est d'imposer une mise au pas, une obéissance aveugle. En direction des personnels, c'est la même chose en plus subtil, c'est la *"gestion de proximité des ressources humaines"*, ce qui consiste essentiellement à casser ceux qui ne sont pas dans la ligne (en leur fabriquant des emplois du temps pourris,...), à diviser les personnels (en dénigrant les uns et en flattant bassement les autres) à réunir les plus souples tous les midis dans le bureau du principal pour prendre un petit "canon" et distiller au passage "les informations" utiles, à opposer habilement les profs aux élèves (tous nuls, sauf les enfants des collègues bien sûr) et aux parents d'élèves (tous des emm...). Dans ce climat, les relations se tendent; la pression perpétuelle entraînant un grand stress. C'est dans cette ambiance, créée de toutes pièces, qu'il faut chercher la cause profonde d'événements comme celui qui est rapporté dans cette histoire. Au lieu de réfléchir à ça, les réflexes, aussi corporatistes que stupides ont joué à fond. Dès le lendemain des faits, les professeurs se sont réunis *"afin de dénoncer la violence des élèves et les incivilités"*. Bien sûr, bon nombre de rédacteurs de ce texte misérable connaissaient tous les enchaînements de l'histoire. Quant aux deux collègues qui m'ont rapporté "entre nous" les faits, ils ont refusé de témoigner en faveur de l'élève et ont validé la "version officielle". C'est lamentable, mais je n'ai pas réussi à ce jour à les faire changer d'avis.

Former des groupes pour quoi faire ?

Le texte qui suit est une contribution, publiée par le "Bulletin irrégulier Négatif" (février 2008 - n°9) au débat lancé par l'article "Formons des groupes" paru dernièrement dans Anarchosyndicalisme (n°102, page 10).

Sous le titre : "*Formons des groupes !*", la CNT-AIT a diffusé un texte qui est une proposition de réorganisation de la lutte sociale et politique à la base.

L'auteur du texte fait une critique lucide des "*organisations de lutte pyramidales centralisées*" qui reproduisent le mode d'organisation et le système de hiérarchies du capitalisme, avec leurs chefs et leurs exécutants, la primauté accordée à l'organisation au détriment de l'individu et de la liberté de penser, avec leur absence de démocratie interne. Si le XIX^e siècle a été celui des utopies, le XX^e se caractérise par le triomphe du réalisme et de la mystique de la prise du pouvoir dans laquelle le rôle de l'organisation devient central. Mais lorsque l'organisation se constitue en entité séparée, elle n'est plus que l'expression du pouvoir de quelques-uns et de la tyrannie. C'est alors que le mouvement révolutionnaire initial agonise, étranglé par les mains épaisses de la bureaucratie en formation.

On peut aussi être d'accord avec les analyses tendant à mettre en évidence l'émergence de nouvelles formes de lutte basées sur les comités, les mouvements sociaux larges ou les assemblées populaires non institutionnalisés et, de ce fait, potentiellement porteurs de radicalité. L'idée d'une auto-organisation des luttes sur un modèle antiautoritaire et sans concession pour le pouvoir semble d'ailleurs faire son chemin parmi ceux qui se sont mobilisés ces dernières années.

Nous sommes aussi d'accord pour dire que la lutte ne peut pas se contenter d'être syndicale et

qu'elle doit occuper tout l'espace de la vie quotidienne parce que la lutte pour l'émancipation est politique et pas seulement économique, travers dans lequel tombe trop souvent les combats "syndicaux" qui s'en tiennent à des revendications purement réformistes, faute de pouvoir faire une critique globale de la domination capitaliste sur et en dehors des lieux de travail.

Mais le texte reste ambigu et même contradictoire.

S'il ne peut plus être question de développer des organisations ayant pour fin la prise du pouvoir d'État et de sa conquête, il n'est pas possible de l'ignorer. Quand l'auteur écrit qu'il ne s'agit plus ni de s'emparer du pouvoir ni de conquérir le système de production, il ne voit pas qu'il accepte tout simplement de continuer à subir l'exploitation, la domination et l'assujettissement. Il ne s'agit pas de conquérir le pouvoir, mais il faudra bien quand même le détruire si nous voulons être libre et prendre le contrôle de nos vies. L'accession au bonheur ne se fera sans doute pas uniquement par la répartition plus juste des biens matériels issus du progrès technique, mais il n'en demeure pas moins que c'est cette même technique, développée dans un contexte social-historique particulier, le capitalisme industriel et post-industriel, qui asservit les hommes, ou plutôt des hommes utilisent cette technique pour en dominer d'autres tout en détruisant la nature.

Dès lors, on ne voit pas très bien à quoi bon former de tels groupes tant le texte réduit l'affrontement avec le pouvoir à une

simple désertion, comme s'il était encore possible de se soustraire à la domination de la techno-science. C'est au contraire du côté de la neutralisation du complexe techno-scientifique et du déploiement d'une technique respectueuse des hommes et de la nature que se situe la radicalité du projet révolutionnaire.

Le collectif altermondialiste "Les Sans Voix" a de son côté pris l'initiative d'organiser des forums politiques. On peut voir ces forums comme l'ébauche d'espaces politiques oppositionnels où la parole peut circuler librement et où les expériences politiques peuvent être partagées.

L'initiative est intéressante parce qu'elle pose un problème de fond : la nécessité d'ouvrir des espaces constitués horizontalement à partir desquels il serait possible de nouer des liens de solidarité, de se regrouper sur des bases démocratiques et de contribuer à la formation d'une conscience collective de l'oppression.

Mais ces forums et autres assemblées populaires n'ont véritablement d'intérêt que s'ils aboutissent à des collectifs où pourraient s'élaborer une compréhension et une critique globale de la domination capitaliste actuelle. Il ne saurait être seulement question de faire l'étalage d'expériences limitées et de les ajouter les unes aux autres, même s'il est peut-être indispensable d'en passer par là, mais de libérer l'imagination collective. Le mouvement altermondialiste s'est contenté le plus souvent de critiquer d'une façon plus ou moins radicale le capitalisme globalisé, mais seul le développement de pratiques politiques et sociales renouvelées permettront de remettre en cause la marche du capitalisme devenu monde (la mondialisation, avec son cortège

de misères, de désastres écologiques et de morts).

On entend souvent dire qu'il faut s'organiser en dehors de l'État, voire à côté de la société, comme si l'État n'était pas une totalité ou comme s'il laissait encore des espaces où s'installer. Ne pas faire une critique de la domination et de son fonctionnement comme totalité, et donc ne pas s'interroger sur la nature de l'État et des moyens à mettre en œuvre pour le combattre, c'est prendre le risque d'être réprimé. La convergence de collectifs ou d'assemblées sur la base de luttes sociales réelles et de contenus politiques communs allant dans le sens d'une critique pratique du capitalisme globalisé comme totalité apparaît comme une réponse probable à la domination actuelle. Mais une telle critique à portée pratique restera de l'ordre des idées si elle ne s'appuie pas sur un imaginaire social et politique qui serait l'expression d'une conscience collective souveraine et dressée contre l'État.

L'éducation populaire est aussi une forme possible à partir de laquelle pourrait s'élaborer une conscience politique collective et une critique de la domination. Mais elle doit être redéfinie pour éviter toute ambiguïté. S'il s'agit de libérer l'imagination collective, d'échanger des expériences politiques et sociales sur des bases égalitaires, l'expression "éducation mutuelle" est sans doute plus appropriée. On se souvient que l'association altermondialiste ATTAC parle déjà d'éducation populaire. Mais dans ce cas il est question de débats dûment organisés et encadrés, où interviennent spécialistes et experts venus instruire le bon peuple. On comprend dans ces conditions comment le parti socialiste a pu aussi facilement récupérer le procédé à des fins électoralistes sous l'appellation "démocratie participative", la démocratie se réduisant ici

à une participation à sa propre domination.

L'éducation populaire pourrait aussi laisser entendre qu'il s'agit de faire de la pédagogie, un terme très marqué idéologiquement et qui, ces dernières années, a souvent été utilisé à tort et à travers pour ne plus évoquer l'essentiel : la question sociale et la violence toujours plus grande dans les rapports sociaux. L'éducation "mutuelle", si on la conçoit comme un échange d'expériences sociales et comme une repolitisation à la base des questions fondamentales : violences policières,

exploitation économique, colonisation par la marchandise des imaginaires et de la vie quotidienne, destruction de l'environnement, production d'espaces urbains où règne la séparation (ghettoïsation), etc., concerne les jeunes et les moins jeunes. Il resterait encore toutefois à mieux cerner les formes qu'elle pourrait prendre...

Article extrait de "Négatif"

Pour tout contact avec le bulletin "Négatif" et pour recevoir les numéros précédents :

georges.ouden@caramail.com)

Prix : l'INSEE s'engage à rembourser la différence

Non, c'est pas vrai. Mais, il le mériterait bien, l'INSEE, d'avoir à rembourser la différence entre ce qu'il annonce (+ 2,8 % de hausse des prix sur douze mois) et ce qu'on paye quand on passe à la caisse. Premier exemple, le lait. En poussant au suicide quelques paysans, les technocrates de Bruxelles nous ont organisé un passage en force de la surproduction (relative) à la sousproduction (marquée). D'où, hausse des prix. Sur ce plan, le lait, c'est comme le pétrole : que ça augmente ou baisse au baril, à la pompe c'est toujours dans le même sens. Donc, par temps de surproduction laitière, le prix augmente lentement mais sûrement, (pour éponger les stocks ?), par temps de pénurie, il explose (pour reconstituer les stocks ?). Le producteur prend un peu (+7,1 % pour le paysan en un an) le consommateur paye un maximum : lait UHT1 Auchan +34 %, lait bébé Candia +48 % ... sans oublier les produits dérivés : "camembert de campagne" Président +32 %, camembert de base Président +23 %, beurre Carrefour +26 %, yaourts Danone +24 % ... Deuxième exemple, les produits céréaliers. Les technocrates de l'Organisation mondiale du commerce (les mêmes que ceux de Bruxelles), avec l'aide du réchauffement climatique, ont réussi à lamener cette année la production de blé dans le monde. Résultat : comme pour le lait, soit spaghettis Barilla n°5 en 500 g +45 %, Coquillettes Top Budget en 1 kg +44 %, céréales >Kellogg's All Bran Choco +20 %, pain de mie U +22 %, pour les sablés nappés chocolat U +25 %, ... Sans oublier les augmentations du cochon (Fleury Michon jambon supérieur +44%), le riz (Lustucru cuisson rapide +12%) et tous les autres produits alimentaires de base. Il n'y a guère que la poule Carla qui soit fortement à la baisse, il paraît que le consommateur la trouve un peu faisandée...

La Ménagère de plus de cinquante ans

(Les chiffres proviennent du relevé des prix de "60 millions de consommateurs", février 2008, chez Auchan, Carrefour, Intermarché, Hyper-U et Leclerc. La poule Carla a été officiellement offerte à Monsieur François Fillon, Premier ministre, au présent salon de l'agriculture)

STOP AUX DESCENTES DE POLICE SUR LES MARCHES DE TOULOUSE

1°) **Depuis plusieurs jours, il y a de grosses descentes de police sur les marchés populaires de la ville.** En quoi cela consiste ? La police municipale et la police nationale, en nombre, encerclent les marchés puis procèdent à des contrôles de vendeurs et de leur marchandise. Certains sont embarqués et la marchandise détruite sur place, dans un camion benne exprès pour cela. L'argument avancé officiellement est : "la recherche de produits de contrefaçon".

2°) **De toute évidence il ne s'agit pas de cela :** pourquoi autant de policiers pour quelques vendeurs et quelques fraudes possibles ? Y a-t-il besoin d'un tel déploiement pour faire payer quelques patentes et pour que le service des douanes vérifie quelques étalages ? N'y a-t-il pas des enquêteurs et autres procédures administratives pour cela ? Tout le monde sait qu'il est facile pour la police et l'administration de "coincer" quelques fraudeurs sans déployer une telle armada de policiers.

3°) **Ce qui est vécu par les gens présents, c'est tout autre chose ;** le marché est transformé en quelques minutes : de lieu de vie, de commerce, de discussions et de rencontres, il devient un lieu de peur, de terreur, d'incompréhension. On dirait la guerre. Les groupes de policiers traversent le marché comme si les gens ne comptaient pas et n'étaient rien. Cela se fait avec le plus grand mépris : que des policiers en arme se déploient au milieu de la foule, des femmes, des enfants, ce que cela provoque comme choc et inquiétude, tout cela n'est pas le souci de ceux qui ordonnent et de ceux qui exécutent ces opérations.

4°) **Cela nous interroge :** tout cela n'est-il pas voulu, fait exprès pour habituer tout le monde à l'i-

dée qu'il y a des lieux où l'on peut encercler des gens paisibles, des gens qui font leurs courses ou les autres chose courantes de tous les jours, et les regarder de haut, avec mépris ? On veut nous habituer à des contrôles incessants, à des rafles ? Pourquoi ces barrières érigées entre les gens, ces frontières

matérialisées par les contrôles et les déploiements de policiers en armes ? Comment expliquer autrement ces déploiements guerriers et porteurs de violence ? En faisant cela, le gouvernement veut que la police rentre dans la vie privée des gens, pour les surveiller et les suspecter sans arrêt.

Collectif pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays (Reynerie, Bellefontaine, Bagatelle).

BIOMETRIE : IL EST TEMPS DE S'ORGANISER POUR RÉSISTER

Contre la biométrie, participez aux diverses initiatives en cours

- Toulouse : réunion publique d'information organisée par un groupe indépendant, **lundi 10 mars 19 h à La Chapelle, 36 rue Casanova**
- Informations, tracts, affiches sur **www.panoptique.boum.org**
- Campagne nationale de la CNT-AIT, coordonnée par les compagnons des Pyrénées Orientales :

CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau, 66000 PERPIGNAN.

TOULOUSE REUNION PUBLIQUE SUR L'ACTUALITE SOCIALE

ORGANISEE PAR LA CNT-AIT, MERCREDI 26 MARS A 20 H 30, SALLE DU CRATERE 95 GRANDE RUE ST MICHEL. ENTREE LIBRE

Nous rencontrer, nous écrire en Midi-Pyrénées :

TOULOUSE / CNT-AIT

Pour nous rencontrer, pour nous écrire : 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse. Téléphone 05.61.52.86.48. Permanence publique le samedi de 17 à 19 heures. On peut également nous rencontrer aux tables de Presse dimanche en fin de matin aux "puces" de St Sernin, le mardi midi au RU du Mirail, périodiquement dans les quartiers. CASP : mêmes coordonnées
Notre site internet : <http://cnt-ait-toulouse.fr>

MONTAUBAN / CNT-AIT

Pour nous rencontrer : Permanence tous les samedis à 15 h 30 au nouveau local, Passage de la Comédie. Table de presse le samedi à partir de 10H30 sur le marché du Jardin des plantes.

Pour nous écrire : CNT-AIT, BP 158, 82001 Montauban.

QUERCY-ROUERGUE / CNT-AIT

Ecrire au journal qui transmettra.

IN MEMORIAM

A 9 ans, Hernandez entrait à l'usine. Quelques années plus tard, il rencontrait les "compañeros" et c'est au sein de la CNT qu'adolescent il apprit à lire, à écrire, et surtout à analyser la société dans laquelle il vivait et à comprendre la nécessité de la lutte sociale. Dès lors son engagement fut entier. Il pris une part active à la révolution du 19 juillet 1936. Continuant le combat en France, il fut déporté par les nazis dans une base sous-marine. Il avait mis le pied sur le sol français le 7 février 1939, il nous a définitivement quitté ce 7 février 2008. Il avait 94 ans et est toujours resté fidèle à ses idées.

Réflexion à propos de la procédure judiciaire

Supposons que je crois en la procédure judiciaire et que j'y réfléchisse. Cela est absurde tout simplement parce que j'ai pour idéal une société libertaire. Mais supposons quand même, car la plupart des gens croient à la procédure judiciaire.

Le judiciaire, comme chacun sait, est procédurier. La garde à vue est fondée sur l'aveu. Présumez ce que vous voudrez... l'étymologie m'apprend que le latin *confessio* signifie "aveu".

Dans l'enquête, il y a les témoins qui racontent les récits de ce qu'ils ont cru entendre, voir, sentir, etc. Je vous laisse réfléchir sur le fait qu'il y a autant de récits différents que de témoins. Sans compter que le même témoin peut être auditionné plusieurs fois et dire d'énormes contradictions. Là, je veux parler des témoins qui sont de bonne foi, car il y a aussi des témoins qui ressentent un besoin, une occasion unique de se mettre en avant (dans la lumière médiatique), et, maintenant que je viens de finir cette phrase, je me pose la question, ou plutôt je vous la pose : les témoins de bonne foi et ceux qui trouvent une occasion de se mettre en avant auraient-ils des points communs ou serait-ce les mêmes ?

Pourquoi je dis ça ? C'est parce que je pense que le premier paramètre suspect qui me vient à l'esprit, et qui me paraît très important, c'est "pourquoi vouloir être témoin" ?

Après, il y a une multitude d'autres paramètres, qui discréditent complètement les récits, genre : témoin un peu raciste sur les bords, témoin qui n'aime pas les jeunes en général et en particulier, et aussi toutes les rumeurs de voisinage.

Il y a aussi un truc qui fonctionne bien, c'est la police scientifique, qui est, entre parenthèse

très à la mode dans les séries télé, sauf que ce n'est pas qu'une mode, ni le fait du hasard, mais bien une manipulation du système étatique, orchestrée par les médias qui sont l'un des principaux instruments du pouvoir, du système en place. La police scientifique, en ce moment, est une arme absolue, ce n'est pas étonnant vu la montée du fascisme, voyant, sachant que le fascisme s'est toujours servie de la "science" comme vérité incontestable. Alors que la science est évolutive. Pourquoi les gens y croient ? C'est beaucoup plus par sacralisation ou dicton, genre "il n'y a pas de fumée sans feu", etc. Si la plus part d'entre nous faisaient une analyse, même très grossière et maladroite, comme je suis en train de le faire, cela suffirait largement à discréditer le système judiciaire. Le manque de critique des procédures judiciaires est flagrant. Ce texte est une façon de mettre par

écrit ce que je n'ai pas entendu (ou pas assez entendu) sur ce point, autour des tables de presse (avec petits gâteaux, café et tracts anticarcéraux) aux portes des prisons : maison d'arrêt de Seysses - Toulouse, centre pénitentiaire de Maillolles-Perpignan, et non loin de la maison d'arrêt de Tarbes.

Ce n'est pas la question de la "culpabilité" des personnes

incarcérées (femmes ou hommes) que je pose ici, je fais parti d'un groupe qui pense que les personnes en détention sont des prisonniers et prisonnières sociaux.

En conclusion, je voudrai donner ma façon de penser. Je ne veux pas et ne peux pas soutenir cette société sur laquelle je crache chaque fois que je peux. Au CASP (Comité d'aide et de soutien aux prisonniers), nous sommes tous concernés par les brimades et humiliations intolérables que subissent les prisonniers sociaux des deux sexes et leur proches. Parlons-en, ne restons pas isolés. Dedans comme dehors, soyons solidaires. Non à l'enfermement sous toutes ses formes. Non à cette société. Toutes les personnes qui veulent participer à la lutte du CASP de près ou de loin sont invitées à nous contacter.

Email : groupe.casp@hotmail.fr

Gaston

Anecdote de parking

20 h sur le parking de la Maison d'arrêt de Seysses : désert.

Le va-et-vient des matons pour la relève est fini ; le dernier bus pour la ville est parti.

Le silence carcéral de la nuit qui s'installe est brusquement interrompu par une porte. Une porte qui s'ouvre sur la liberté. Un visage féminin apparaît et les premiers pas vers cette liberté tant attendue sont faits.

"On ne regarde jamais en arrière, cela porte la poisse" dit-on.

La jeune femme attend avec son ridicule sac-poubelle. C'est tout ce qu'elle a, tout ce qui lui reste. Les minutes de cette nuit passent, et toujours ce désert humain. Pas un sou en poche, pas de téléphone... personne ! Que faire, si ce n'est l'impensable ?

En désespoir de cause, cette femme frappe à la porte et demande à passer la nuit à l'intérieur.

La suite ne nous dit pas si elle a dormi en "cellule arrivant" (2 mètres carrés) ou si, libre, elle a rejoint son ex co-cellulaire... pour une dernière nuit en prison.

LE PRIX DE LA TRAHISON

Souvenez-vous. Chaque fois que le patronat a restructuré, flexibilisé, délocalisé, précarisé... il a eu une phase de négociations avec ses partenaires syndicaux. Depuis trente ans au moins ces négociations, enchaînées les unes aux autres, se sont révélées catastrophiques pour les salariés. Mais chaque fois, les syndicats nous ont expliqué qu'ils avaient fait pour les mieux, qu'il fallait accepter, que ce n'était pas possible de faire autrement.

L'affaire GAUTIER SAUVAGNAC, qui a éclaté en septembre 2007, vient apporter un éclairage cruel sur ces pratiques patrono-syndicales.

Mais, tout d'abord, qui est, au moment où le scandale éclate, le citoyen GAUTIER SAUVAGNAC ?

C'est d'abord un collaborateur de l'Etat, un membre éminent du "Conseil économique et social" de la République où il représente le MEDEF et donc l'ensemble du patronat.

C'est surtout le Délégué général des patrons de la métallurgie, la puissante UIMM. C'est lui qui représente, depuis longtemps, les patrons de ce secteur à toutes les négociations avec les syndicats. Et ce n'est pas rien : l'UIMM s'est distinguée pendant des décennies, par la brutalité de ses licenciements et par les énormes profits empochés par ses dirigeants.

Et qu'a-t-on appris en septembre 2007 ? Qu'une somme prodigieuse (au total 19 millions d'euros) avait disparu de la caisse de l'UIMM sans laisser de trace comptable et que ces 19 millions avaient transité entre les mains du dit GAUTIER SAUVAGNAC.

S'agit-il d'une "simple" histoire d'escroquerie, de détournement de fonds pour un enrichissement personnel, comme les puissants

en commettent chaque jour ? Pas du tout. La réalité est bien plus sordide.

Après avoir laissé poursuivre son Délégué général pour "abus de confiance" (ce qui était le minimum, devant un tel trou), l'UIMM, par la voix de son nouveau patron, FREDERIC SAINT-GEOURS, a d'abord annoncé officiellement qu'elle abandonnait toute poursuite et qu'en plus elle prendrait à sa charge les "éventuelles conséquences fiscales" des sommes évaporées. On ne saurait être plus aimable.

L'UIMM vient maintenant d'annoncer qu'elle attribuait à GAUTIER SAUVAGNAC, à titre de prime de départ, un million et demi d'euros. Voici donc un dirigeant qui se voit remercier par l'attribution d'une véritable fortune, et cela alors qu'il laisse un trou aussi énorme qu'inexpliqué.

Inexpliqué ?

Certainement pas pour tout le monde, et dès lors, tout s'éclaire.

Car il a bien fallu concéder au public un petit bout de piste : si chaque année GAUTIER SAUVAGNAC puisait sans laisser de trace environ deux millions d'euros, c'était pour alimenter des "organes de la vie sociale".

Lesquels ?

La question est fondamentale.

Ce n'est pas sur l'enquête policière qu'il faut compter pour avoir la réponse. Tout a été fait pour qu'elle s'enterme toute seule. Elle sera abandonnée faute de plaignant. Ce n'est pas non plus sur GAUTIER SAUVAGNAC. L'énorme prime qui lui a été concédée sonne comme la garantie qu'il ne parlera pas. C'est encore moins sur l'UIMM et le MEDEF. S'ils préfèrent révéler leur caractère mafieux plutôt que d'avouer la vérité, c'est pour protéger leurs agents doubles.

Car dans une situation économique qui voit monter la grogne d'un prolétariat contraint de travailler plus pour gagner moins, dans un contexte social où les salariés sont capables de s'organiser, de passer à l'action et de mettre à genou leur direction en 24 heures (comme à Courchevel ce 25 février), le patronat a besoin d'alliés. Pour désamorcer habilement les conflits en organisant quelques journées d'action ponctuelle dans les secteurs les plus sensibles, pour isoler les luttes, pour distiller le venin de la résignation, il a recours aux "organes de la vie sociale" spécialisés dans ce domaine : les centrales syndicales.

Il a aussi besoin de ses partenaires habituels pour qu'ils viennent s'asseoir à la table des négociations, parler au nom de tous et brader les luttes ouvrières. Il est prêt à les payer pour cela. Maintenant, nous connaissons le tarif : 2 millions d'euros par an.

Ed.

UIMM : Union des industries et des métiers de la métallurgie.